

# Bras de fer élus-État au centre d'enfouissement de Prunelli

Hier matin, des cars de gardes mobiles étaient présents sur le site, avec l'intention de le débloquent de force. Les maires et délégués communautaires du Fium'Orbu-Castellu y étaient aussi. Le CET est resté fermé

**S**ept heures hier matin devant le centre d'enfouissement des déchets de Prunelli-di-Fium'Orbu. Les uns pensaient avoir deux simples bennes à décharger. Les autres ne s'attendaient certainement pas à un tel comité d'accueil.

Six cars de gardes mobiles avaient en effet été positionnés sur place, en présence de Roman Léaustic, sous-préfet de l'arrondissement de Corte, du commandant de la compagnie de gendarmerie de Ghisonaccia Olivier Charpentier et de son adjoint Frédéric Bal.

De l'autre côté, une dizaine de maires et d'élus du Fium'Orbu-Castellu, regroupés et déterminés. Pendant la nuit, les bennes qui interdisent l'accès au site depuis le 20 août dernier avaient été rejointes par deux camions-grues appartenant à l'intercommunalité. La manœuvre de déblocage s'avérait, de fait, beaucoup plus compliquée.

Si les échanges sont restés courts, ils n'en ont pas été moins vifs. La tension était



Dès 7 heures hier matin, les élus de la communauté de communes Fium'Orbu-Castellu ont été accueillis par les gardes mobiles et le sous-préfet de l'arrondissement de Corte.

PHOTO F.M. SANTURCI

même palpable, les édiles rapprochant au représentant de l'État un tel déploiement de force.

## Des élus en colère

"C'est une première, tempêtait Pierre Siméon de Buch-

berg, maire de Prunelli-di-Fium'Orbu. Quand c'est un collectif qui bloque, vous privilégiez le dialogue.

Quand c'est nous, vous envoyez les gardes mobiles !"

Se posant en défenseurs de la population du territoire et en garants de sa sécurité, les élus ont réaffirmé leur intention de refuser tout surenfouissement sur le site de Prunelli. Et donc toute réquisition. Rappelons qu'en parallèle, les membres du bureau de la communauté de communes ont entamé une procédure pour contester l'arrêté pris par les préfets le 6 novembre dernier. "Vous nous parlez d'urgence ? C'est la quatrième année consécutive que l'on veut nous imposer une hausse des volumes. Nous ne continuerons pas à être la poubelle de la Corse", argumentaient les élus.

Au terme de plus d'une heure d'échanges infructueux, le sous-préfet, après avoir demandé la levée du

dispositif policier, a invité les élus à la reprise du dialogue dans un environnement plus propice. Une réunion à huis clos s'est ensuite déroulée à Ghisonaccia dans les locaux de la communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu. Comme on pouvait s'y attendre, elle n'a pas débouché sur une sortie de crise.

Malgré la volonté d'apaisement manifestée à diverses reprises par le représentant de l'État, il semble que cette discussion se soit plutôt apparentée à un dialogue de sourds (voir par ailleurs).

## Vers un déblocage en force ce matin ?

Pendant ce temps, le centre d'enfouissement des déchets de Prunelli est resté fermé aux camions. Certains qui s'étaient présentés hier matin ont rebroussé chemin. D'autres ont été décommandés. Si l'autorité préfectorale n'a pas voulu user de la force, il n'en sera pas forcément de même aujourd'hui.

Les représentants de l'État ne pourront pas accepter longtemps que l'arrêté de réquisition ne soit pas respecté. D'autant que du côté de la communauté de communes du Sartrenais-Valinco-Taravo, on refuse la redirection des déchets de Prunelli vers le centre de Viggianella.

Les élus du Fium'Orbu-Castellu, pour leur part, ne semblent pas prêts à baisser la garde. Ils sont au contraire déterminés à poursuivre le bras de fer avec l'État. Hier soir, une nouvelle réunion du bureau de l'interco s'est tenue, toujours à huis clos, à Ghisonaccia.

Les élus envisagent aussi d'appeler la population du Fium'Orbu-Castellu à se mobiliser à leurs côtés.

I.V. ETP-M.S.

## "Privilégier le dialogue et faire face à l'urgence"

À l'issue de sa rencontre avec les élus du Fium'Orbu-Castellu, Roman Léaustic, sous-préfet de l'arrondissement de Corte, voulait encore croire aux vertus du dialogue. "Nos échanges ont été constructifs et sérieux, nous avons abordé l'ensemble des sujets de manière claire et transparente. Ma volonté, comme celle de la préfète de Corse et du préfet de Haute-Corse, est de rassurer et d'accompagner les élus. L'État s'implique dans la question cruciale de la gestion des déchets, même si cette question n'est pas de sa compétence. En revanche, les problèmes sanitaires sont une compétence régionale. Et c'est à nous de répondre à l'urgence. C'est pour cette raison que les préfets ont pris, le 6 novembre dernier, un arrêté de réquisition du site de Prunelli. Parce qu'il y a urgence et que nous n'avions pas d'autre solution. Ce n'est pas pour autant que le dialogue avec les élus du Fium'Orbu-Castellu a été rompu." Sur la présence - somme toute assez massive - de gardes mobiles sur le site hier matin, Ro-

man Léaustic répond avec les mêmes arguments. "Un arrêté a été pris pour des questions sanitaires et d'urgence. Cet arrêté, nous nous devons de le faire respecter. Ce matin, les préfets ont jugé qu'il fallait ouvrir le site. Si nous nous sommes fait accompagner par des gendarmes, nous n'avons pas pour autant méprisé la parole des élus. Nous attendons maintenant des retours rapides de leur part sur les propositions qui leur ont été faites." Sur un éventuel recours à la force publique pour débloquent le site, le sous-préfet n'a dit ni oui, ni non. Réponse ce matin sur place probablement.



Le sous-préfet de Corte.